

Alger zone interdite

La marche à laquelle le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) a appelé pour hier samedi n'a pu avoir lieu. Les autorités, qui avaient déjà décidé de ne pas autoriser cette manifestation, ont déployé un impressionnant dispositif de sécurité, à la place du 1^{er}-Mai d'où devait s'ébranler la marche, devant le siège régional du parti, rue Didouche-Mourad, ainsi que dans les différents quartiers de la capitale. Alger a été hier une zone interdite.

Sofiane Aït-Ifilis - Alger (Le Soir) - Pour les plus matinaux d'entre les Algérois, ce samedi, second jour de repos hebdomadaire, le réveil n'a sûrement pas été celui des jours ordinaires. Des forces anti-émeutes, équipées comme il se devait, boucliers aux bras, matraques à la main et cartouchières garnies de bombes lacrymogènes, ont pris possession de la capitale dès les premières lueurs du jour. Pas une venelle n'y a échappé.

Le dispositif déployé pour empêcher la marche nationale pacifique à laquelle le RCD a appelé est imposant. Un véritable siège, devait dire Sadi, empêché avec de nombreux militants de sortir du siège régional pour rallier vers la place du 1^{er}-mai, d'où devait démarrer la marche. Les forces anti-émeutes disposées en arc de cercle devant l'entrée du siège chargeaient violemment les militants du parti à chaque fois que ces derniers tentaient de

sortir du périmètre où ils étaient confinés. Les policiers ne faisaient pas dans le détail.

La matraque peut atterrir sur n'importe qu'elle partie du corps. Chaque charge policière occasionnait son lot de blessés parmi les manifestants.

Des arrestations sont opérées, devant et en contrebas du siège régional. Le député Arezki Aïder en fait partie. Son collègue chef du groupe parlementaire, Atmane Mazouz, est blessé lors d'une des nombreuses charges policières.

Evacué à l'hôpital Mustapha, il s'en est sorti avec 4 points de suture. Il y a eu, selon le RCD, sept blessés rien que dans le périmètre immédiat du siège régional du parti. Les arrestations, elles, dépassaient la centaine, selon un bilan provisoire du parti fourni aux environs de 15h. Les députés du parti ont été chargés de faire le tour des commissa-



Photo : Samir Sid

riats pour faire sortir les manifestants interpellés. Pendant que les forces anti-émeutes s'acharnaient à contenir les militants marcheurs à l'intérieur du siège régional du parti, d'autres escadrons de police encore plus étoffées veillaient à éviter que des manifestants ne rallient la place du 1^{er}-Mai, au Champ-de-Manœuvre.

Tous les accès à la place étaient barricadés par des policiers suréquipés pour la circonstance. Ce dispositif n'a pas dissuadé les marcheurs, à leur tête le vétéran Ali Yahia Abdenour qui était

là, présent, dans sa frêle silhouette. Les policiers ont dû le traîner sans le bousculer de trottoir en trottoir pour éviter qu'autour de lui ne forme des attroupements. Manifestants et forces anti-émeutes étaient restés à se regarder en chiens de faïence durant toute la matinée et une bonne partie de l'après-midi. Face à un tel dispositif de police, il était quasiment impossible de marcher. Les policiers, mobilisés en grand nombre, ont veillé scrupuleusement à éviter que les groupes de manifestants ne fassent jonction et ne conver-

gent vers la place du 1^{er}-Mai. Les barrages routiers étaient depuis vendredi soir mobilisés pour trier les entrées sur Alger. Le filtre a été tel que pour faire une vingtaine de kilomètres, il fallait une heure de temps, voire plus. Les bus étaient systématiquement soumis à fouille et empêchés d'acheminer des manifestants au cœur de la capitale. L'espace de la journée du samedi, Alger était devenue une zone interdite. Le transport ferroviaire était perturbé. Les trains en provenance des villes de l'est notamment étaient empêchés de parve-

nir jusqu'aux gares de la capitale. Les forces anti-émeutes ont été également déployées en nombre autour des résidences universitaires algéroises pour empêcher les étudiants de rallier la marche.

Elles étaient aussi déployées impressionnantes dans les quartiers comme Bab-El-Oued, où la tradition de révolte s'est enracinée. Combien de policier a-t-il fallu pour opérer un tel siège sur une ville comme Alger ? Le RCD a parlé de plus de 15 000 policiers ramenés d'un peu partout et avec des effets civils pour tenir un mois. La tension autour du siège régional du RCD, puis ailleurs a commencé à baisser en fin d'après-midi. Sans qu'il y ait de casse. C'est dire que l'initiative du RCD s'est voulue d'être et a été l'expression pacifique d'une revendication politique. Pari réussi par la formation de Saïd Sadi qui a démontré une fois de plus que l'Algérie est un être politique civilisé. Il a réussi à démontrer aussi que le système politique et le pouvoir en place qui l'incarne a le totalitarisme chevillé au corps, qu'il panique et tressaille à l'idée de devoir ramasser les barricades qu'il dresse depuis l'indépendance devant l'émancipation démocratique.

S. A. I.

LA POLICE BLOQUE LE RCD À LA RUE DIDOUCHE-MOURAD

Le siège assiégé

La Sûreté nationale a mis en place, hier, rue Didouche-Mourad, un dispositif policier impressionnant au niveau du bureau régional du Rassemblement pour la culture et la démocratie. Objectif : empêcher à tout prix les militants et les sympathisants du RCD de rallier la place du 1^{er}-Mai.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La rue Didouche-Mourad, une des principales artères d'Alger, a rarement connu un tel dispositif policier. Hier, aux environs de quatre heures du matin, des centaines de policiers anti-émeutes ont pris position devant le siège régional du Rassemblement pour la culture et la démocratie. A l'intérieur, de nombreux militants ont passé la nuit à préparer la marche organisée par leur parti. Mais rien ne se passera comme prévu. Neuf heures, les marcheurs tentent de quitter le siège pour rallier la place du 1^{er}-Mai, point de départ de la manifestation. Sans succès. Les éléments des URS (Unités républicaines de sécurité) s'y opposent fermement. Casque sur les têtes, gourdins et boucliers aux mains, les policiers dressent un solide barrage face au portail principal de la bâtisse. Les militants ne comptent pas se laisser faire. Ils multiplient les tentatives pour forcer le mur bleu. Les premiers coups de matraque fusent, obligeant les manifestants à opérer un repli stratégique. Ils se remettent sur les marches, prennent leur élan et se jettent sur les boucliers. Les assauts se multiplient mais le barrage ne cède pas. La raison est simple : les policiers sont plus nombreux que les manifestants ! En fait, ils sont partout. Le dispositif sécuritaire ne se limite pas uniquement au siège du RCD, il s'étale sur plusieurs centaines de mètres tout le long de la rue Didouche-Mourad. L'objectif est double : éviter que les marcheurs ne

sortent du périmètre et, surtout, empêcher tout mouvement de foule sur cette artère.

«BoutAli»

Dix heures, la tension ne baisse pas. Le député Nordine Aït-Hamouda se met au balcon, face à la foule, et scande des slogans hostiles à Bouteflika et au pouvoir. Les militants reprennent en chœur. Puis c'est au tour de Saïd Sadi de faire une première apparition. «Moi je ne connais pas Bouteflika. Je ne connais que BoutAli», lance le président du Rassemblement pour la culture et la démocratie. La boutade provoque un éclat de rire général. Le lien entre Bouteflika et Ben Ali tient en un seul mot. Il faut dire que le RCD a tenu à afficher ouvertement son soutien à la révolution du peuple tunisien. Les drapeaux des deux pays ont été accrochés sur la façade principale de son siège. Mais l'heure tourne et les militants ne parviennent toujours pas à passer au-delà du dispositif sécuritaire des URS pour rallier la place du 1^{er}-Mai. Les assauts sont menés par les députés du RCD. Lila Hadj Arab, Mohsen Belabes, Athmane Mazouz, Boubkeur Derguini et Arezki Aïder forment le fer de lance.

Matraquage et interpellations

La situation dégénère subitement lorsque des policiers décident d'interpeller Lila Hadj Arab. Athmane Mazouz tente de s'interposer. Le pré-



Photo : Samir Sid

sident du groupe parlementaire du RCD à l'Assemblée parvient à tirer vers lui la député mais finit par recevoir un violent coup de gourdin sur la tête. La réaction des policiers provoque un mouvement de foule. Arezki Aïder est interpellé puis jeté dans un véhicule de police. Le député Mohamed Khendek parvient à le rejoindre pour l'extirper du panier à salade. Difficile de mettre en avant l'immunité parlementaire en pareille situation. Dix heures quarante-cinq, Saïd Sadi décide d'animer un point de presse à quelques minutes du début de la manifestation. Les journalistes, présents en force au siège régional d'Alger, sont invités à des-

cendre au sous-sol. Le président du RCD commence par dresser un premier bilan de la situation. Il annonce que de nombreuses personnes qui tentaient de rallier la capitale ont été interpellées par les services de sécurité. Selon lui, même les cités universitaires ont été encerclées pour empêcher les étudiants de manifester au Champ-de-Manœuvre. «Ce n'est pas l'état d'urgence, c'est l'état de siège», relève-t-il.

Marche impossible

Le RCD maintient-il pour autant sa marche face au dispositif policier exceptionnel ? «Il nous est impossible de quitter le siège. Nous ne

pouvons pas marcher», répond Sadi. Il explique, toutefois, que le 22 janvier n'est pas «une finalité» mais «le début» d'un vaste mouvement. A l'extérieur, la tension ne baisse toujours pas. Les militants tiennent absolument à sortir.

Les policiers tentent de gérer la situation. Ils alternent dialogue et matraquage. Trois autres blessés sont encore à déplorer. Ils sont pris en charge par des éléments de la Protection civile. En fait, le RCD n'est pas seul à manifester devant son siège.

Des membres du collectif des clients de Khalifa Bank entrent en action. Ils brandissent une pierre tombale recouverte de l'emblème national. Par ce geste, ils dénoncent la situation qu'ils subissent depuis plusieurs années.

Midi trente. Les militants tentent un baroud d'honneur. Ils parviennent à ouvrir une brèche dans le dispositif des policiers puis courent en direction de l'hôpital Mustapha-Pacha. Leur tentative s'arrêtera nette une cinquantaine de mètres plus loin. Ils font face, de nouveau, à un barrage de policiers. Retour sur le perron du siège régional. Treize heures trente. Saïd Sadi improvise un autre point de presse dans son bureau. «Nous arrêtons tout pour aujourd'hui. Mais on se revoit dans deux ou trois jours.»

A l'extérieur, face au siège du RCD, un petit groupe de jeunes gens scandent des slogans pro-Bouteflika. Quelques «éléments perturbateurs» dont l'objectif est de provoquer les militants du RCD.

Ils seront finalement repoussés par les policiers, évitant ainsi tout risque de confrontation.

T. H.